

nution de la consommation intérieure et donc une *tendance* à la crise des secteurs qui voyaient déjà leur expansion gênée par la S.S.

Cette solution n'est donc que modérément applicable. Elle sera toutefois partiellement retenue dans les ordonnances.

— augmenter les charges patronales, ce qui revient soit à augmenter les prix de revient, soit à diminuer les taux de profit. Dans le premier cas, la consommation intérieure mais aussi extérieure, malgré les subventions à l'exportation, tendent à diminuer.

Dans le second cas, le renouvellement du capital et son accroissement sont touchés. Là aussi l'expansion est freinée. — C'est ce que refuse le patronat (y compris paradoxalement les capitalistes du secteur santé qui protestent contre le taux trop élevé des « charges » de la Sécurité Sociale alors qu'ils *construisent* leur développement sur la dite Sécurité Sociale) —. Aussi ne peut-on jouer que modérément avec ces charges.

— faire prendre en charge le déficit par l'Etat, c'est-à-dire redistribuer son budget, l'obligeant à « pomper » sur d'autres secteurs, brisant l'expansion ;

— ainsi l'idéal pour la majorité des capitalistes serait de revenir sur la concession de la Sécurité Sociale. C'est-à-dire laisser aux ouvriers le coût intégral des soins, ce qui ne veut pas dire réduire leurs soins à zéro, mais ce qui ferait disparaître une structure obligeant tous les capitalistes à en subventionner une minorité. Mais cela provoquerait un mécontentement explosif ! De plus le capital monopoliste est étroitement imbriqué (le capital bancaire, chimique — cf Rhône-Poulenc — ne peut remettre en cause *totalemment* un de ses secteurs d'investissements sans briser sa propre expansion). Aussi cette solution ne sera que partiellement retenue.

Ainsi les ordonnances ne seront qu'une acrobatie prenant un peu de toutes les solutions.

Cette acrobatie aura réussi à équilibrer la Sécurité Sociale au prix d'une forte récession du secteur pharmaceutique, mais aussi au prix (par l'accroissement des charges) d'une accentuation de la tendance récessive globale.

Le C.N.P.F. (Centre National du Patronat Français) raisonne d'ailleurs à visage ouvert lorsqu'il écrit :

« Pour répondre aux exigences de concurrence internationale, il faut procéder à une révision extrêmement serrée de tous les éléments qui peuvent contribuer à alourdir le prix de revient des produits. Or, il n'est pas douteux que la S.S. est un des éléments qui tend à prendre une importance de plus en plus grande dans ce prix de revient. »

« Si des préférences personnelles ou des options collectives imposent une augmentation prioritaire des dépenses de Santé, il faut nécessairement chercher une compensation sinon l'augmentation n'est payée que par l'inflation et la dévaluation de la monnaie. »

Mais le C.N.P.F. évite évidemment le problème central, à savoir que le *revenu national est produit par les travailleurs et non par les capitalistes qui exploitent leur travail*. Dès lors, il est inadmissible que les intérêts économiques de certains décident des choix économiques pour tous, d'autant que leurs intérêts sont un frein objectif au développement d'un besoin col-